



Communiqué de presse - 22 Février 2024

Le budget 2024 devenu insincère ! UNSA FP condamne la méthode et appelle à la mobilisation

Le gouvernement vient de publier un décret qui ampute le budget de fonctionnement de l'Etat de 10 milliards d'euros ! Cette décision est unilatérale et impacte tous les ministères et champs d'intervention de l'Etat. Elle vise aussi la masse salariale.

L'UNSA Fonction publique condamne la méthode. Le budget 2024 a été voté en fin d'année. Aucun collectif budgétaire n'a été présenté au Parlement mais ce sont 10 milliards d'euros d'engagements de dépenses qui viennent d'être rayés d'un seul coup par un simple décret !

Ces réductions budgétaires drastiques vont impacter toute la fonction publique. Tous les ministères sont touchés, de nombreux programmes sont concernés. Parmi eux, nous notons en particulier :

- 328 millions en moins pour le ministère de la Justice alors qu'il apparaissait comme étant une priorité du Président.
- 691 millions supprimés qui concernent l'enseignement scolaire et l'avenir de nos enfants.
- 2 milliards en moins pour le ministère de l'écologie, du développement et des mobilités durables alors que la transition écologique est indispensable et ne peut plus attendre.
- Près d'un milliard disparu pour la recherche et l'enseignement supérieur alors que le futur se construit maintenant.
- 736 millions envolés pour la cohésion des territoires qui est pourtant une des clefs pour l'égalité républicaine.
- Plus d'un milliard va manquer au ministère du travail pour aider au retour au plein emploi et à la formation...

Que d'injonctions contradictoires entre les discours et les actes ! Et surtout, aucun débat au Parlement ni perspective de dialogue social sur le sujet !

L'UNSA Fonction Publique dénonce ces arbitrages qui vont impacter la capacité des services publics à mettre en œuvre l'ensemble des politiques publiques.

Elle s'insurge contre les conséquences probables sur les effectifs ainsi que sur le niveau des rémunérations.

Elle s'interroge : comment améliorer les services publics et le service rendu au français après cette décision ? Comment garantir l'investissement des agents ?

Elle rappelle son attachement à une fonction publique disposant de véritables moyens pour accomplir ses missions au profit du pays. Les mobilisations du 19 mars seront l'occasion de le rappeler au ministre de l'Economie et au Premier ministre.

Bagnolet, le 22 février 2024

Luc Farré - Secrétaire Général de l'UNSA Fonction Publique

unsa-fp.org



Contact presse : Erwan Lemerrier : 06 42 31 02 80 - elemerrier@angiocom.fr